

royaliste

BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVÉ

entretien avec
jacques julliard

à quoi sert l'université ?

M2242 - 394 - 7 F DU 21 DÉCEMBRE AU 3 JANVIER 1984 - 13ème année - N° 394 - 7 F



ceux par qui nous existons

Si nous existons encore, après douze ans, si nous nous développons, c'est essentiellement grâce à ceux qui approuvent nos orientations politiques et qui traduisent cette approbation par des abonnements et des dons. Pourquoi sont-ils satisfaits ? Peut-être n'est-il pas inintéressant de les laisser le dire et de dévoiler ainsi le visage d'une partie de notre public.

SE RESAISIR AVEC LA NAR

Bonjour et Merci pour le vent frais que m'a procuré la lecture du N° 388 de «Royaliste». Mais, pour tout dire, une vague de pessimisme m'envahit suite à l'après 10 mai. Non, je ne suis pas ce «déçu du socialisme» que se félicite de récupérer les piliers poticards d'une droite qui n'a que trop bien prouvé son manque d'imagination lorsqu'elle exerçait le pouvoir. Seulement je crois que le message de F. Mitterrand-candidat n'a pas été entendu... Alors échec ?... N'y'a-t-il donc aucune solution pour «éduquer le peuple» et lui apprendre la citoyenneté ? Sommes-nous fatalement condamnés à subir un système capitaliste, si parcimonieux en ce qui concerne les libertés, et si inconscient en ce qui concerne sa logique suicidaire de la croissance à l'infini ? Et voilà soudain la lecture de «Royaliste» pour me ressaisir, pour ne pas s'avouer vaincu, car tout reste toujours à faire. Il n'y a pas de fin en soi dans l'Histoire... il n'y a qu'éternels commencements...

F.F.
(étudiant - Loire-Atlantique)

DE GAULLE, MITTERRAND
ET LA N.A.R.

J'ai acheté mon premier numéro en été dernier parce que je me rappelais que la NAR avait appelé à voter pour F. Mitterrand. J'ai moi-même salué avec émotion l'arrivée au pouvoir de la gauche en 1981. Cette émotion me ramenait à celle que j'avais éprouvée en mai 1958 quand de Gaulle incarnait l'unité nationale, émotion que je m'étonnais de ne pas reconnaître chez mes camarades sensibles seulement à la défense des idées d'une gauche à laquelle d'ailleurs j'appartenais de cœur. De Gaulle - F. Mitterrand - la NAR : j'essaie de voir clair dans ce que je souhaite pour notre pays et, en attendant, je poursuis mon abonnement. Merci à B. Renouvin de continuer à écrire comme cela.

C.L. (Diplomate)

CLAIR

«Royaliste» est un journal clair, objectif dans la mesure des possibilités et qui traite des problèmes plus ou moins brûlants de l'actualité, avec un regard intelligent.

J.-J. F. (Ille-et-Vilaine)

DÉBAT LIBRE

Le débat d'idées y est riche, permanent et libre. Peut-être serait-il souhaitable d'ouvrir une rubrique large et régulière où lecteurs de «Royaliste» échangeaient idées et argument. Le désir de voir le journal se développer, prendre plus d'ampleur (articles, périodicité...) m'amène à prendre un abonnement de soutien.

J.-F. P.
(enseignant - Bouches-du-Rhône)

REFUS DES CLIVAGES

J'ai enfin découvert une revue politique avec laquelle je suis en parfait accord. C'est réconfortant qu'il existe un courant de pensée aussi fort s'inscrivant contre les clivages dépassés Droite-Gauche qui nuisent à l'intérêt réel de la France.

P.R. (magistrat)

HAUTEUR DE VUE

Je lis avec beaucoup d'intérêt votre journal, car il me permet de réfléchir aux problèmes contemporains de notre France et du monde, avec une hauteur de vue très appréciable.

P.V. (officier)

LIBRE

Quand je lis «Royaliste», je trouve une journal libre...

F.S. (lycéen - Nîme)

faites vos listes !

«La réponse est non. Mais quelle est la question ?» demandait Groucho Marx lors d'une conférence de presse. Point n'est besoin de solliciter les textes pour constater que la formule s'applique à la plupart des déclarations des chefs de l'opposition.

Ainsi Giscard, qui dénonce un abaissement prétendu de la diplomatie française, comme si la sienne avait été lucide et courageuse. Mais on a déjà oublié comment l'ex-président s'était fait manipuler par l'abominable J.B. Doumeng avant un certain voyage à Varsovie. Ceux qui en douteraient n'ont qu'à lire le tome 3 de l'Histoire du Parti communiste française de Philippe Robrieux.

Ainsi Chirac, qui dit «non» à tout. Non à la conception qu'a F. Mitterrand de son rôle de président, pourtant dans la logique institutionnelle voulue par le général de Gaulle. Non à la politique étrangère. Non à la politique économique. ... C'est que ce faux dur de Chirac a toujours peur de paraître trop mou. L'idée d'un consensus minimum le fait reculer d'horreur, l'hypothèse du plus pe-

les 12 % de le pen



Durant toute la campagne législative partielle d'Auray, l'attention des media s'est focalisée sur le candidat Jean-Marie Le Pen.

C'est une première explication pour un résultat (12,02% des voix exprimées) qu'on ne pouvait dire gagné d'avance. Même si l'on minimise ce score en rappelant qu'avec 60% d'abstentionnistes, un candidat extrémiste tire le meilleur parti de la mobilisation de ses partisans. Le Front National estime avoir ainsi prouvé que ses bons résultats du 20ème arrondissement de Paris, de Dreux et d'Aulnay, n'étaient pas seulement dûs aux problèmes d'immigration ou de sécurité, problèmes dont chacun s'accorde à dire qu'ils ne se posent quasiment pas dans la 2ème circonscription du Morbihan. L'affirmation que l'électorat de Le Pen est avant tout un électorat raciste et traumatisé par la violence doit être nuancée sérieusement. C'est tant mieux pour l'image de notre pays et, si M. Le Pen, à la recherche d'une honorabilité, veut bien jouer le jeu

en abandonnant les thèmes les plus scandaleux de son programme pourquoi ne pas l'y encourager ? Remettre en doute le racisme supposé des milieux populaires à l'occasion de la percée électorale du Front National c'est peut-être trouver une première explication à l'échec du Parti Communiste lorsqu'il tenta d'exploiter ce même racisme.

Rappelons que, de notre point de vue M. Le Pen est un homme politique bien aussi honorable que M. Marchais, sûrement plus respectueux de la démocratie parlementaire en tous cas. Nous ne nous reconnaissons ni dans les thèses de l'un ni dans celles de l'autre, cela va sans dire.

Les interprétations du score du Front National sont nombreuses. Que la Fédération anarchiste y voit (rappelant que Le

tit accord sur le moindre aspect de la politique actuelle est dénoncée par lui comme malveillante. Ce qui n'empêche pas le chef du RPR de se plaindre du sectarisme du camp adverse.

On devine les raisons d'une aussi belliqueuse ardeur : les élections européennes se profilent et il faut se bien placer. Non par rapport à la question européenne, sur laquelle tout le monde dira la même chose, mais pour battre l'autre camp.

Qu'il y ait une, deux ou trois listes de l'opposition n'est pas essentiel. Nous savons d'ores et déjà qu'il sera répondu non à la question qui n'est pas posée (la politique du gouvernement) et oui à celle qui ne l'est plus : la construction européenne.

Surréaliste débat.

B.LARICHARDAIS

Pen a hérité un milliard d'un grand cimentier) une manœuvre du grand capital, c'est de bonne guerre, mais ne convainc pas. Que d'autres crient au fascisme, c'est inefficace et inexact, nous avons déjà eu l'occasion de le dire ici. M. Bergeron, le leader de Force ouvrière, est sans doute plus près de la réalité quand il dit que c'est lorsque les Français s'aperçoivent qu'il n'y a plus rien à négocier, que le dialogue social ne mène à rien, que le combat syndical est inefficace, qu'ils donnent leurs voix à un candidat «poujadiste».

Il s'agit en quelque sorte d'une réaction de dépit. La division de l'opposition, un certain ressentiment contre M. Bonnet l'ancien ministre de Giscard, ont accentué ce dépit à Auray. Cela ne doit pas impliquer une quelconque indulgence pour les thèses du Front National qui n'apportent aucune réponse satisfaisante à l'absence de dialogue social. Les conditions de ce dialogue ne passent pas par une montée des extrêmes mais par la création de relais démocratiques nouveaux, par l'affirmation de l'Etat comme interlocuteur de la société (alors qu'il prétend aujourd'hui plus que jamais **représenter** cette société). La poussée droitière n'est peut-être que provisoire, on veut l'espérer, mais le malaise qu'elle révèle est durable et exige qu'une volonté politique s'attache à le faire disparaître. Des succès économiques hypothétiques n'y suffiront pas.

F.A.



espagne, jeunesse et modernité

L'Espagne nouvelle est saisie par la passion de la jeunesse et de la modernité.

Le gouvernement socialiste célèbre le premier anniversaire de son arrivée aux affaires, quelques six ans après la disparition du Caudillo. Qui alors aurait cru ?... L'alternance s'inscrivait pourtant dans la logique de la démocratisation inaugurée par la monarchie. Inéluctablement, le roi et la rose devaient se rencontrer pour marquer ensemble une nouvelle étape. Deux hommes jeunes, le souverain et son premier ministre, ont exorcisé les démons de la vieille Espagne.

La monarchie fut la condition première de l'alternance et la garante d'une vie politique normale. Le «changement» espagnol, au contraire de son cousin français, n'a pas été vécu par la grande majorité sur le mode du fantasme ou de l'apocalypse. L'Histoire prédisposait pourtant au pire : quel pays était plus divisé, crucifié dans sa mémoire que l'Espagne ? Le pire n'est pas advenu parce que les Espagnols se sont trouvés deux passions qu'ils exercent avec une extraordinaire boulimie : la jeunesse et la modernité. Socialisme, monarchie, culture, la société entière a été repeinte à ces couleurs associées pour les Espagnols. La royauté ne sommeille pas dans les brocarts, les pompes et les poudres des vieilles monarchies européennes. Juan-Carlos figure la jeune génération pressée d'en finir avec le culte du passé et l'étuve idéologique. Les relations d'amitié personnelle qu'entretiennent le roi Juan-Carlos et Felipe Gonzalez sont comme un symbole de ce

pied-de-nez que la jeune génération adresse à la tragique histoire récente de l'Espagne. «Aujourd'hui, constate un diplomate, le roi dont le trône a été conforté par l'alternance est un monarque républicain et les socialistes se comportent en républicains monarchistes. Discrètement, mais fermement, Juan-Carlos continue de jouer un rôle-clé pour stabiliser la démocratie.» Consensus et dialogue ne sont pas ici des formules de rhétorique. Le 21 octobre, 500.000 manifestants se levaient contre le terrorisme; au coude-à-coude défilaient la droite conservatrice et la gauche communiste.

Quelqu'un a pu soupçonner naguère le socialisme français d'«archaïsme». Le reproche est sans prise sur le socialisme hispanique, qui prône une «modernisation» toute pragmatique. Rude tâche il est vrai que celle entamée par le PSOE : sortir pour de bon l'économie espagnole de ce soviétisme moins l'idéologie marxiste qu'a été le franquisme. D'où l'absence de ce mythe de notre gauche nationale que sont les nationalisations et qui n'induit pas, nous ne savons quelle dérive droitière, comme l'entendent nombreux jugements d'en-deça des Pyrénées. Le franquisme a intégré l'économie dans l'appareil d'Etat, soutenant massivement l'industrie lourde, développant une administration pléthorique, gangrénée par la corruption, le laxisme et les privilèges. Les socialistes espagnols, plus que s'attaquer aux

structures économiques dans le droit fil de l'orthodoxie, ont choisi en priorité de moraliser la vie publique. Ainsi l'ambitieuse réforme des services publics, qui oblige les fonctionnaires au respect de l'horaire et interdit le cumul des emplois. Ainsi la réforme de l'armée afin de mettre l'Etat-Major au seul service de l'Etat ou la réforme du Code pénal qui s'imposait.

Le 7 décembre, le gouvernement a adopté un plan de restructuration industrielle au coût social élevé, qui s'efforcera de corriger les mauvais choix des années 60 (sidérurgie, chantiers navals), afin d'accroître la compétitivité de la 10ème puissance industrielle mondiale. Rien qui soit là encore typiquement socialiste. Mais parviendra-t-on à juguler le chômage qui frappe plus de deux millions d'Espagnols, 18% de la population ?

Le référendum sur l'appartenance à l'OTAN tombé dans l'oubli, la demande d'adhésion à la Communauté économique européenne, les importants achats militaires aux Etats-Unis signalent autant la volonté de s'ancrer définitivement dans le rang des démocraties que l'expression d'une tradition atlantiste.

Mais c'est sur le plan culturel que le renouveau espagnol donne toute sa mesure : l'engouement pour la jeunesse, l'aspiration à la modernité trouvent leur plein essor dans les différents modes d'expression libérés de la censure par le décret royal de 1977 : musique, peinture, cinéma, communication, l'Espagne est emportée par une ferveur culturelle où l'on réapprend, après un quart de siècle de franquisme castrateur, la passion de vivre. Franco, dans sa détermination à absorber la société civile avait dépossédé le peuple espagnol de sa mémoire, par la corruption de son Histoire. L'œuvre cinématographique de Carlos Saura confesse le désarroi de cette génération «innocente» qui n'a pas souffert de la guerre civile et a vécu le déracinement, entre un passé mensonge et un avenir obscur. Le retour de bâton était normal, à la mesure de la vitalité de la culture hispanique, avec ses excès obligés et sans doute nécessaires : libération des mœurs, explosion du rock, légalisation des drogues «douces», foisonnement des radios libres, les Madrilènes s'enorgueillissent d'aller plus loin et plus vite que les autres pays d'Occident. Qui n'espère que de cette fête sortira une Renaissance ? Une certitude en tout cas, la jeunesse et la modernité de l'Espagne royale et actuellement socialiste n'ont pas fini de surprendre la vieille Europe.

Emmanuel MOUSSET

débat sur l'université

jacques julliard : "la réforme savary ne répond pas aux grandes mutations de notre société"

Quand l'Université française va mal, c'est la France qui est malade. Or le malaise de l'Université ne date pas d'hier... Avec Jacques Julliard, historien du mouvement ouvrier, chercheur et enseignant d'Université, journaliste et intellectuel d'une nouvelle gauche à laquelle nous nous intéressons depuis longtemps, nous tentons de lancer un grand débat sur le projet de loi sur l'Université préparé par Alain Savary.

● **Royaliste : Le projet Savary de réforme de l'Université a suscité de nombreuses discussions sur les finalités de l'enseignement supérieur. Le projet met surtout l'accent sur la « professionnalisation ». Approuvez-vous cette orientation ?**

Jacques Julliard : La professionnalisation de l'Université est une nécessité qui n'est presque plus contestée par personne. Encore faut-il s'entendre sur le terme. Il n'est pas vrai que l'Université française ne soit pas du tout professionnalisée. Médecine et dentaire sont des filières par définition professionnelle. N'oublions pas non plus les facultés de Droit et de Sciences économiques qui le sont en partie et, enfin, les grandes écoles, professionnalisées au delà même de ce qui serait nécessaire. Quand on parle d'une insuffisante professionnalisation on parle essentiellement des Lettres et des Sciences.

Les Facultés de Sciences subissent la concurrence des grandes écoles, d'où leur mise à l'écart du mouvement économique et industriel. Nous en pâtissons gravement car nous manquons de gens qualifiés qui, durant leurs études, se soient trouvés liés au mouvement des techniques. Par ailleurs les étudiants ne trouvent pas de débouchés. Une maîtrise de Physique ou de Maths n'est pas récompensée sur le marché du travail comme elle le mériterait.

Les Facultés de Lettres constituent le cas le plus difficile. La professionnalisation en effet est d'autant plus nécessaire que les étudiants sont nombreux et que l'enseignement a de plus en plus de mal à en absorber la masse croissante. D'où la question des débouchés. Ce n'est pas qu'on n'ait pas besoin des étudiants des Facultés de Lettres, mais leurs compétences seraient plus utiles associées à d'autres compétences.

Ces enseignements, avec la culture sociale critique qu'ils dispensent, seraient très utiles partout ailleurs : en Médecine, en Economie, en Sciences ...

● **Royaliste : Ne remettez-vous pas en cause l'existence même des Facultés de Lettres ?**

Jacques Julliard : D'une certaine manière oui. Même s'il y aura toujours besoin de Facultés de Lettres pour former des enseignants, des chercheurs spécialisés, ou répondre au besoin de gens qui veulent acquérir une culture générale. La professionnalisation n'est d'ailleurs pas contradictoire dans mon esprit avec une formation générale. Si on passait d'un excès à l'autre, on serait terriblement fautif. La culture générale est aussi nécessaire dans une perspective étroitement professionnelle qu'une culture spécialisée. Ce que je mets en cause c'est le drainage d'un aussi grand nombre d'étudiants vers des licences, des maîtrises ou des diplômes de troisième cycle sans débouchés professionnels. L'idée que la société devrait s'adapter à l'Université et non l'inverse n'est plus défendue par personne. Il y a eu de ce point de vue une grande évolution des esprits. La volonté de professionnalisation du projet Savary est donc bonne, mais le reste du projet n'est guère compatible avec cette volonté.

● **Royaliste : Pour quelles raisons ?**

Jacques Julliard : Parce que la professionnalisation suppose une diversification des universités, une adaptation des formations à des filières professionnelles et non le maintien des filières actuelles. Mais elle suppose aussi une diversification en termes de niveaux car toutes les formations n'impliquent pas le même niveau de formation

théorique et de formation pratique. Pour y parvenir il faut laisser les Universités libres de leur recrutement. Elles se sentiront alors une responsabilité plus grande vis-à-vis des gens qu'elles accueillent.

Un véritable contrat entre les Universités et les étudiants devra alors être passé.

● **Royaliste : Mais peut-on demander à un étudiant qui entre à l'Université d'avoir une vision claire de son avenir professionnel ?**

Jacques Julliard : Le problème que vous posez est celui de l'orientation. Il y a deux écoles en présence; celle qui dit : « Les études sont longues, coûteuses et peut-être inutiles si elles ne sont pas spécialisées assez rapidement »; et l'autre qui dit : « On ne peut s'orienter qu'assez tard, lorsqu'on a fait le tour de la question ».

J'aurais pour ma part une orientation assez « radicale-socialiste ». L'orientation doit être permanente; elle doit se faire par approximations successives. Dès l'entrée à l'Université un premier choix se fait, moins en terme de professionnalisation qu'en terme de niveau d'études. Les deux premières années d'université ont pour fonction de déterminer si l'étudiant fera des études courtes ou longues, des études qui deviendront rapidement plus professionnelles, ou plus spéculatives. C'est ensuite qu'un choix peut être fait en termes de profession. Aujourd'hui on ne décide rien. On poursuit l'idée hypocrite que tout le monde peut accéder au Collège de France. C'est par réduction successive des ambitions de chacun que se fait l'orientation. C'est économiquement grave et psychologiquement destructeur.

● **Royaliste : Mais vos propositions sont-elles compatibles avec la mentalité enseignante davantage inspirée par une aspiration à la sécurité qu'à l'innovation ?**

Jacques Julliard : Il faut distinguer. Les syndicats ont certes pour mission de préserver les avantages acquis, mais leur légitimité à définir un projet éducatif n'est pas des plus évidente. Or Alain Savary s'est beaucoup trop

exclusivement appuyé sur des institutions comme les syndicats et peu sur des personnalités innovatrices. J'ai l'impression que beaucoup d'enseignants sentent que le système précédent est révolu. Ils veulent échapper à ce que le monde universitaire a de plus confiné, de plus étouffant. Certains même veulent y échapper complètement car ils le voient sans avenir. Ils ont le sentiment que leur métier ne bénéficie plus de la reconnaissance sociale qui l'accompagnait autrefois.

Ce qui est loin d'être justifié. Dans les milieux populaires l'enseignement continue d'avoir un très grand crédit. La société industrielle il est vrai est souvent condescendante à l'égard des enseignants, or une société qui n'a pas le respect de ses enseignants se met dans une situation extrêmement fâcheuse. Aux Etats-Unis l'Université est une institution autonome, respectée et puissante. Cela est pour beaucoup dans le succès industriel des Etats-Unis et dans l'intégration de la société américaine toute entière.

● **Royaliste : Cela implique donc que l'Université s'intègre à un vaste mouvement de décentralisation ?**

Jacques Julliard : C'est un vrai problème. La mauvaise solution consisterait à déconcentrer, c'est-à-dire à faire dépendre de l'administration régionale ce qui dépend aujourd'hui de l'Etat. On ne ferait que déplacer le problème. Une réelle capacité de résistance de l'Université à l'égard de tous ses partenaires est indispensable. Résistance ne veut pas dire ignorance; je souhaite que l'Université ait des liens étroits avec les régions, l'industrie, les syndicats...

L'autonomie se situe au carrefour d'influences diverses, il en est de même du point de vue financier : on n'obtient pas son autonomie financière en dépendant d'une seule source de financement. L'idéal pour une université serait d'avoir des sources de financement diversifiées.

● **Royaliste : Pourrait-on introduire alors le mécénat à l'allemande ?**

Jacques Julliard : Pourquoi pas ? Ce n'est pas dans la tradition française, mais il suffirait de peu de choses pour changer l'état des esprits. Pour cela le mécénat doit être reconnu par l'Etat français sur le plan fiscal. Les sommes consacrées à la Recherche ou à l'Université en général par les grandes institutions économiques doivent être reconnues comme telles. De grands industriels seraient prêts à franchir le pas, ce qui est tout à fait nouveau.

● **Royaliste** : Mais l'Université serait-elle libre de disposer comme elle l'entend de l'argent qu'elle recevrait ?

Jacques Julliard : Je réponds oui si elle ne dépend pas d'une seule source. D'ailleurs dans les pays pratiquant le mécénat il n'y a pas que je sache de pressions exercées quant à l'affectation des crédits ou l'orientation des études.

Beaucoup d'universitaires étrangers avaient été scandalisés il y a quelques années quand Mme Saurier-Seïté avait expliqué aux enseignants quel type de recherches il devait faire en habilitant certains diplômes de troisième cycle et en refusant d'autres. De même, lorsque le ministre de la Recherche Chevènement a voulu donner des directives en la matière, des réactions très vives se sont faites entendre. Cela prouve que le financement par l'Etat n'est pas neutre et que ce dernier a des tentations d'hégémonie intellectuelle aussi grande que le privé. La liberté de l'enseignement et de la recherche repose sur un pluralisme de ses sources de financement.

● **Royaliste** : Pensez-vous que les étudiants soient bien disposés à l'égard d'une diversification des universités qui remettrait en cause le caractère national des diplômes ?

Jacques Julliard : Il est vrai que le diplôme national est entré dans les mœurs et que sa défense a parfois pris un caractère névrotique. Mais les étudiants sont une population qui évolue. Comparez l'ac-

tuel discours étudiant avec celui d'il y a dix ans... Nombre d'étudiants savent que leurs diplômes nationaux sont des assignats qui ne donnent aucune garantie d'emploi. L'Etat lui-même n'organise-t-il pas des concours pour recruter ses administrateurs ? Là où existent des diplômes d'Université, comme à Dauphine, non seulement il n'y a pas de difficulté de recrutement, mais les étudiants se précipitent de plus en plus vers ces filières. Ils savent qu'une sélection, j'entends par sélection diversification, est le passage obligé pour des études solides aboutissant à un résultat.

● **Royaliste** : Mais ce comportement n'est pas sans danger... La revue «Autrement» se faisait récemment l'écho des propos d'un professeur se plaignant d'étudiants qui souhaitaient voir supprimer des «unités de valeur» sans finalité strictement professionnelle.

Jacques Julliard : C'est pourquoi les sciences humaines et sociales doivent irriguer le champ de l'éducation tout entier. Car il est très important de susciter un esprit critique chez tous les

syndicalisme était la forme dans laquelle beaucoup d'étudiants se retrouvaient, même s'il exprimait d'abord les idées d'une élite. Tout cela a éclaté. Ce qui n'est pas forcément mauvais. Les étudiants craignent le ghetto étudiant et veulent entretenir des relations avec le reste de la société.

● **Royaliste** : Mais cet éclatement ne risque-t-il pas de provoquer une sclérose tant de la pensée politique que des partis, dont on sait qu'ils doivent beaucoup au mouvement étudiant des années 70 ?

Jacques Julliard : Ce n'est pas douteux. Mais ce n'est pas une question d'institutions. L'époque est ainsi. Cela ne durera pas selon moi. Il y a aujourd'hui une stérilité du mouvement étudiant comme d'ailleurs des milieux intellectuels. On a longtemps fait des étudiants des spécialistes en généralités, censés alimenter la société en idées de toutes sortes. Cette époque est révolue. Nous sommes donc dans une phase de stérilité car le type d'articulation de ces intellectuels avec le reste de la société est apparu totalement artificiel. C'est pourquoi il n'a

tuelles au sens large, c'est-à-dire des diplômés.

● **Royaliste** : Si les partenaires de la vie universitaire ont évolué, en est-il de même des partis politiques en général et de gauche en particulier, qui occupent aujourd'hui le pouvoir étatique ?

Jacques Julliard : Il est complètement exclu de concevoir les partis politiques comme des créateurs d'idées nouvelles ! Ils ne sont pas faits pour cela. La gauche quant à elle est imprégnée par un léninisme résiduel qui lui fait voir les mutations sociales comme l'œuvre des élites politiques. Examinez comment fonctionne un parti; vous verrez que plus il est démocratique, moins il a d'idées. Au P.S. les seules idées qui entrent le font par effraction, par violation des règles de la démocratie. C'est parcequ'il en était le chef charismatique que François Mitterrand, par le biais de ses conseillers, a pu faire passer un certain nombre d'idées. Les partis n'ont pas la liberté que nécessite le commerce des idées. Le problème pour eux est d'être à l'écoute de la société. Or, ils n'y consentent qu'en imposant des étiquettes sur les idées émises. Considérons la question du dialogue avec le P.S. Celui-ci veut des intellectuels socialistes; c'est contradictoire dans les termes. Il faudrait que le P.S. renonce à son impérialisme sur la vie intellectuelle et sociale et qu'il accepte de discuter d'égal à égal avec les intellectuels. Il faudrait qu'il renonce, et toute la gauche avec lui, à l'idée que le Parti est un microcosme, reflet de la société toute entière. Il faudrait enfin qu'il s'accepte comme un organe spécialisé dans la gestion politique, idée refusée par l'ensemble de la classe politique. Quand on entre dans un parti on laisse si j'ose dire son intelligence au vestiaire. On ne redevient intelligent que par le sommet. Le chef d'Etat l'est forcément parce qu'il ne dépend pas d'un parti.

Encore n'ai-je parlé que de la gauche. A droite la situation est pire.

● **Royaliste** : Les difficultés de Laurent Schwartz - universitaire renommé et auteur du livre explosif «Pour sauver l'Université» (1) - à nouer des contacts utiles avec le P.S. sont-elles l'illustration de votre thèse sur le rôle des partis ?

Jacques Julliard : Certes. Les partis n'ont guère de capacité à analyser un mouvement social ou historique. Ils ont une analyse historique fixée. Dans les congrès aucune réflexion n'est menée sur l'évolution de la société.

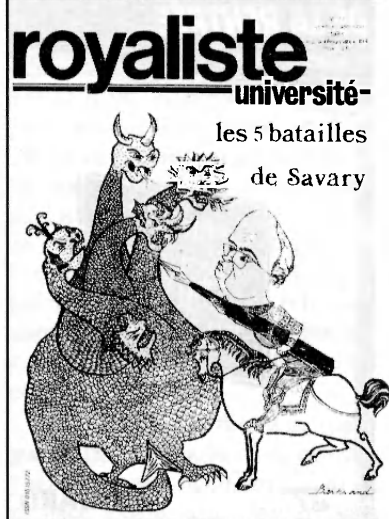
crise de la démocratie

professionnels de demain. Il y a une quinzaine d'années, nombre d'étudiants s'étaient investis dans la contestation et la réflexion critique, ce qui ne veut pas dire qu'ils ne songeaient pas à leur insertion professionnelle, il y avait là double langage. Regardez la percée des anciens soixante-huitards dans les *media*. Cependant il ne faudrait pas exagérer l'«égoïsme» des étudiants actuels. Les investissements sont différents. Leur déception vis-à-vis de la politique et des solutions radicales a donné lieu à un engagement nouveau, notamment spirituel, tout à fait frappant.

En fait il n'y a plus d'expression collective des étudiants. Le

résisté ni à la crise, ni à l'entrée dans l'âge adulte de ceux qui en étaient porteurs. Ce qui se recherche aujourd'hui est plus modeste mais aussi plus acceptable par la société. Ces intellectuels n'étaient pas à l'aise dans l'environnement social, c'est pourquoi il tenait tant à leur cocon universitaire, à leurs certitudes aussi. Nous n'avons pas à les regretter.

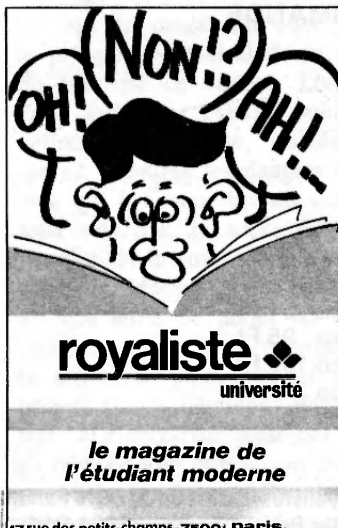
Nous vivons dans une phase de tâtonnements qui s'inscrit dans les grandes mutations de la société française : hier l'industrialisation de la France voulue par de Gaulle et Pompidou, avec ses conséquences sociales aujourd'hui la grande mutation des couches intellec-



ROYALISTE-UNIVERSITÉ

Le numéro 27 de «Royaliste-Université» est paru. Il comporte un important dossier consacré à la réforme Savary. Pour vous informer, pour soutenir l'action des jeunes royalistes, abonnez-vous à «Royaliste-Université» : 5 numéro . 30 F (abonnement lycéen et étudiant . 12 F) CCP «Royaliste» 18.104.06 N Paris.

Pour participer à la diffusion de ce journal étudiant, prenez contact avec Jean-Marie Tissier, responsable du collectif étudiant, commandez-nous des affiches (modèle ci-contre, format 31 x 46, 3 couleurs).



(suite page 6)

(suite de la page 5)

Le drame de la démocratie est que les organes qui sont chargés de l'animer soient aussi étrangers à la société dans laquelle ils vivent.

● **Royaliste :** Vous avez vous-même approuvé publiquement les idées de Laurent Schwartz. Or n'est-il pas davantage préoccupé par la recherche que par la professionnalisation des universités ?

Jacques Julliard : Il est indéniable qu'il envisage peu les problèmes de l'enseignement de masse dans le premier cycle. Mais il a raison de penser que c'est autour de la recherche que se joue l'avenir. La fonction primordiale de l'Université c'est la recherche. Sinon, compte-tenu de la multiplicité des moyens de communication, enseigner ce qu'on peut trouver dans des livres, des minicassettes... a un intérêt limité. L'enseignement du Supérieur doit faire part au public de ses recherches. Reste le problème de l'encadrement des étudiants notamment dans le premier cycle. De cela Schwartz ne parle guère. Il évoque sans en développer l'idée des collègues à l'américaine. Il faudrait en fait non pas supprimer les grandes écoles, mais en généraliser les aspects les plus privilégiés. Ce qui est important dans les grandes écoles c'est leurs prépas, dans lesquelles on travaille d'une manière très intensive. Il faudrait aussi revoir le découpage Cours/Travaux Dirigés. Je préférerais que chaque enseignant soit responsable d'un groupe d'étudiants.

● **Royaliste :** Cela demanderait plus d'enseignants ?

Jacques Julliard : Pas nécessairement. Prenons une Khâgne

ou une Taupe, il n'y a pas dichotomie entre cours magistral et T.D., mais un rapport plus approfondi entre l'étudiant et l'enseignant. Pouvoir compter sur un enseignant de haut niveau dès le début des études supérieures est une chance exceptionnelle pour l'étudiant, non pas tellement par ce qu'il va apprendre que par ce qu'il va susciter.

C'est le rôle du premier cycle de susciter. Il faut donc que les professeurs les plus qualifiés y dispensent une partie de leur enseignement.

● **Royaliste :** Le SGEN-CFDT et PSA ont soutenu la réforme Savary et combattu les idées de Laurent Schwartz. Comment vous situez-vous par rapport à eux ?

Jacques Julliard : Avec difficulté, j'en conviens. J'ai été militant du SGEN et j'en reste adhérent. Mais j'ai peur qu'une conception un peu trop classique du service public et de la démocratisation l'ait rapproché, sans qu'il s'en aperçoive suffisamment, des idées les plus traditionnelles de la gauche en matière d'éducation. D'où mon désaccord.

● **Royaliste :** Y compris sur le problème du corps unique des enseignants ?

Jacques Julliard : Oui. Car on tend à favoriser une promotion des enseignants à l'ancienneté qui bloquera les carrières des jeunes chercheurs. Ce qui nous ramène à la question du contenu de l'enseignement. Dans le supérieur, la question de la « pédagogie » me paraît seconde par rapport à celle des contenus d'enseignement.

propos recueillis
par Jean-Marie Tissier

(1) Ed. Le Seuil. « Royaliste-Université » numéro 27 en donne un compte-rendu.

la force du vertige

Le dernier livre d'André Glucksmann est le seul qui soit accordé intégralement à notre temps, le seul qui ose penser jusqu'au bout son horizon indépassable, ses enjeux, son rapport avec la mort.

Philosophique donc, mais politique de façon aussi déterminante avec des vues originales autant sur les principes que sur les situations, à partir d'une donnée fondamentalement militaire ou stratégique mais que la force spéculative de l'auteur hausse à sa vraie signification : « Face aux fusées, le militaire perd de sa simplicité, le politique ses facilités et le citoyen ses unilatéralités complices. Il ne suffit plus de faire alterner la sagesse des heures paisibles et le courage des aventures belliqueuses, il convient d'inaugurer un courage de la paix et une sagesse de la guerre. » L'avènement de la dissuasion crée un irréversible contre lequel s'indigne en vain la protestation pacifiste à moins que cette indignation ne masque qu'un simple acquiescement à l'esclavage.

Glucksmann pourfend le pacifisme, non par plaisir, non pas instinct plus ou moins belliqueux, mais par dégoût du mensonge et de la démission. Par goût plus simplement du vrai. Le pacifisme escamote, en effet, l'eschatologie nucléaire qu'il dénonce, l'apocalypse. Faut-il rappeler que ce mot signifie révélation et que son origine religieuse ne saurait être effacée pas plus que le livre de Jean à Patmos ? Or,

si apocalypse il y a que révèle-t-elle « Les questions : qui gagne ? Qui perd ? Le bon ? Le méchant ? sont trop courtes pour étalonner un armement « eschatologique » capable de casser définitivement le jeu. Plutôt que de se demander si la fin de partie sera heureuse ou malheureuse, il faut manifester si on joue ou non et à quoi. Ouvrant la grande confrontation avec le disparaître, la dissuasion mesure l'être par l'apparaître : qu'as-tu à défendre, qu'est-ce qui, non négociable, vaut plus que toute vie ? » La menace de destruction universelle oblige à chaque moment de jauger tout, ce qui est éventuellement à sauver, à l'aune de la mort (« usage du zéro absolu pour extraire de toute chose sa valeur » Valéry).

Le pacifisme refuse ce jugement dès le départ. Refus de se laisser juger et jauger par le soleil apocalyptique, celui-ci étant promu à une dignité satanique. Le seul problème n'est-il pas d'abord de sauver la vie et d'expulser à tout jamais de nos regards et de nos têtes la machine infernale, celle qui faisant tout sauter, balaiera nos derniers espoirs et nos rêves ? Désolé, répond Glucksmann, mais il n'est pas que la mort nucléaire. Les chrétiens qui prêchent le désarmement au nom



BULLETIN DE COMMANDE

Nom :

Prénom :

Adresse :

commande « Lettre aux Français » :

/ /	1 ex.	au prix de	45 F	(franco 51 F)
/ /	2 ex.	au prix de	85 F	(franco 95 F)
/ /	3 ex.	au prix de	125 F	(franco 139 F)
/ /	5 ex.	au prix de	200 F	(franco 220 F)
/ /	10 ex.	au prix de	338 F	(franco 362 F)

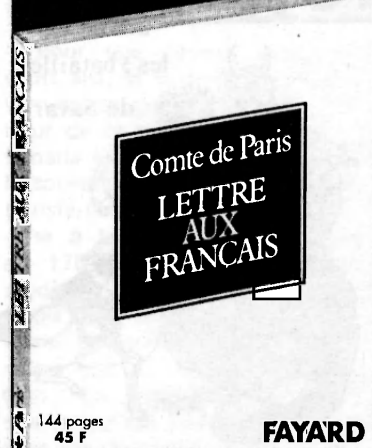
et joint son règlement soit : F
(chèque bancaire ou postal à l'ordre de « Royaliste » CCP 1810406 N Paris.
Bulletin à retourner à « Royaliste », 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris.

Vous, vous l'avez déjà lu,
bien entendu, mais c'est

**un cadeau
original
pour
vos
amis**

**LE DOCUMENT POLITIQUE
DE LA RENTRÉE**

Le Journal du Dimanche



144 pages
45 F

FAYARD

des Ecritures devraient être les derniers à le croire ou à le laisser dire. *«Il existe une mort pire que la mort. Celle que l'Apocalypse de Jean nomme la «seconde mort». Celle-ci «amplifie sans recours «la première» qui suit leur existence terrestre... Ce que tue la seconde mort, c'est la première mort elle-même, ce qu'elle éternise c'est l'impossibilité de mourir à une interminable peine contemporaine d'elle-même. La seconde mort n'est point trépas mais vie, obligation de vivre une vie plus funèbre que la mort : un camp de concentration à perpétuité, sans espoir de libération et sans possibilité de suicide.»*

Glucksmann transpose ? Evidemment. Son analogie n'en est pas pour autant inexacte. Si la vie est selon l'enseignement de la Genèse le premier don de Dieu, il est également écrit que qui veut sauver sa vie la perdra. Et aussi que la plus grande preuve d'amour... Proférer dans ces conditions que tout est préférable à la menace nucléaire c'est professer une conception de la vie et de l'homme intégralement matérialiste. Cette vérité assénée aux évêques américains dans une «lettre» par un agnostique qui ne dédaigne par leur théologie met à nu le pseudo christianisme tolstoïen et bouddhique qui semble avoir envahi des églises entières et qui constitue le premier pôle du pacifisme, l'autre étant idéaliste, celui qui peut nous faire trembler d'avance lorsqu'on songe à ses précédents.

Wilson l'américain, le président américain qui parapha le traité de Versailles après la première guerre mondiale ! L'homme qui s'obstinait à célébrer cette «incomparable réalisation des espérances humaines... une assurance contre la guerre à quatre-vingt-dix-neuf pour cent.» C'est le même, pacifiste prophétique qui confronte à l'incontournable menace et l'irréductibilité du mal s'obstine dans son discours narcissique. Freud s'est intéressé au personnage, en qui il discernait un fléau «dont la prétention de délivrer le monde du mal ne réussit qu'à donner une preuve supplémentaire du danger qu'un fanatique fait courir au bien public». C'est le genre d'homme prêt à se retrouver dans la peau d'un croisé hurlant contre le diable, si la réalité lui est contraire.

La présence des fusées peut-elle guérir les politiques de la névrose pacifiste, en signifiant que la menace existe, sans détour, sans



qu'elle puisse être créée, occultée : *«Les heureux propriétaires de ces coûteux engins ne sauraient masquer qu'ils envisagent, à un moment aussi improbable qu'on voudra, de les mettre à feu.»* Mais le risque pour les fusées de tomber dans les mains d'un pacifiste en colère est peut-être la menace la plus grave qui pèse sur nous. Cette réflexion s'inscrit dans un cadre plus général qui définit l'art politique lui-même et qui nous vaut quelques pages remarquables sur radicalité et vertige. Le radical en politique (qui n'a rien à voir avec nos braves vallois ou nos MRG) c'est celui qui fondamentalement ne croit pas au vertige qui nous est constitutif et que Pascal a défini inoubliablement : *«C'est l'Etat qui nous est naturel, et toutefois le plus contraire à notre inclination; nous brûlons du désir de trouver une assiette ferme, et une dernière base constante pour y édifier une tour qui s'élève à l'infini, mais tout notre fondement craque, et la terre s'ouvre jusqu'aux abîmes».*

Faute de percevoir ce vertige, le radical est à la recherche (et souvent il croit l'avoir trouvée) de la formule babélique imparable

qui lui permettra de conjurer tous les maux et d'abord celui de la guerre. Seule la dénucléarisation de la planète nous introduira à l'eden non-violent. Peu importe au pacifiste-radical que la seconde guerre mondiale ait construit ses charniers et ses camps sans bombe atomique. Il est l'homme de la certitude univoque. La démarche totalitaire s'inscrit d'ailleurs dans la même certitude. Les possédés sont convaincus que leur révolution changera tout et tout de suite.

S'il existe un espace pour la politique, et l'art de gouverner, il ne peut que dénier sans équivoque le principe de radicalité, au nom du principe de vertige. Lorsque l'on sait que toute solution définitive est vaine, qu'elle ne saurait conjurer les dangers et le vide qui à chaque instant s'ouvre sous nos pas, le souci du bien possible et le soin à apporter au prochain réapparaissent avec un art qui tente de défier les difficultés sans les nier. L'exemple de la résistance polonaise est à ce propos particulièrement significative. *«Le dictateur n'est pas près de réduire une opposition qui ne peut d'un seul coup d'un seul se débarrasser de lui. Aucun ne*

parvient à se payer la peau de l'autre, chacun attend qui s'effondrera le premier : d'imprévisible contradiction ou embarras à Moscou peuvent un instant priver les militaires varsoviens du soutien qui les stabilise. En réciprocité, il existe suffisamment d'antagonismes dans la société polonaise pour que ses ennemis conspirent à «pourrir» la résistance en faveur d'un désespoir savamment entretenu. A lire la compétition dictature-population dans la perspective du radicalisme on pronostique le match nul alors que rien n'est acquis et qu'une bataille toute différente fait rage en ce degré zéro de radicalisation.»

En ai-je assez dit, pour donner le sentiment que «la force du vertige» est notre livre de chevet et qu'il ne nous quittera pas de sitôt ? J'aurais aimé avancer plus encore dans l'analyse, sur l'Allemagne par exemple, sur le pacifisme encore et la destruction du mirage qui éblouit et éblouira encore longtemps beaucoup de nos contemporains avec le commentaire de Nietzsche dans l'antéchrist : *«Le christ pacifiste n'a pas d'œil pour le mal et l'horreur, il démontre leur inexistence.»* Mais cette figure mythique et sans histoire ignore la croix et Gethsemani. Elle symbolise l'extinction de tout désir et l'indifférence, la doctrine qui demain nous livrera mains liées à l'envahisseur qui ne renonce pas.

Alors, il faut se défendre, contre Androprov évidemment, non parce qu'il incarnerait le mal absolu, mais dit Glucksmann parce qu'il est «notre non-moi le plus intime», le totalitarisme étant enfant de notre culture. Contre cette menace il faut menacer, faire le pari de la dissuasion. Ou alors il faudra accepter l'autre mort. Ce n'est pas optimiste, c'est notre vie simplement, notre monde qu'éclaire une révélation qui le déchire, mais le fait plus vrai et ne peut être plus aimable. Glucksmann feuillette son Proust à la lueur de l'Apocalypse. C'est une remontée dans le temps et la vie libre d'une nouvelle lumière.

Gérard LECLERC

André Glucksmann - *La force du vertige* - Grasset. Prix franco : 87 F.

N.B. Un curieux lapsus dans mon article sur Luther («Royaliste» 392) a conféré la nationalité allemande au grand théologien calviniste Karl Barth. Ce dernier était Suisse, nos lecteurs auront rectifié d'eux-mêmes.

une monarchie américaine

Le 7 décembre dernier le gouverneur général, M. Edward Schreyer, qui représente la reine d'Angleterre au Canada, a lu le «discours du trône», rédigé, conformément à la tradition britannique par le premier ministre, Pierre Elliott Trudeau. De ce discours démagogique promettant tout à tous, nous n'avons pas grand chose à dire. Mais nous saisissons cette occasion de rappeler que le Canada est une monarchie, ce que les Français ignorent souvent, et que des monarchistes canadiens en sont les ardents défenseurs, ce qui n'est connu que d'un très petit nombre de royalistes français.

Le Canada, «le Royaume du Nord», est géographiquement la plus grande monarchie et le deuxième grand pays du monde. A travers l'union des traditions française et britannique, il est aussi dépositaire d'un héritage royal ininterrompu commencé avec Charlemagne. Récemment, il était le théâtre d'une bataille entre les philosophies et les politiques «républicaine» et «monarchiste». Le 17 avril 1983, Sa Majesté la Reine Elisabeth II, Reine du Canada, a proclamé une constitution remise à jour pour le pays, ce qui marquait une victoire pour les monarchistes.

En première place parmi les forces soutenant la Couronne dans cette confrontation, qui en arriva à son point culminant après deux décades de fermentation, se trouvait la Ligue Monarchiste du Canada/Monarchist League of Canada. Fondée en 1970 par John Aimers, un étudiant montréalais âgé de 17 ans, la Ligue fut fondée quand les monarchistes prirent conscience que, à moins de faire front, de façon organisée sur le

plan national, ils pouvaient perdre les institutions qui avaient présidé à la naissance du Canada. Forte de cette préoccupation, la Ligue devint rapidement une association trouvant des soutiens très diversifiés à travers le pays : anglophones, francophones, conservateurs, libéraux, socialistes, et la plupart des communautés religieuses, groupes sociaux et ethniques, des personnes de tous les âges.

La Ligue explique et défend le rôle du Canada comme monarchie nord-américaine indépendante, qui partage son souverain avec seize autres Etats allant de l'Australie aux Barbades. Elle entreprend le travail éducatif de mettre les jeunes aux faits en ce qui se concerne les fonctions de la Couronne dans un monde moderne, et les traditions héritées de la France et de la Grande-Bretagne. Elle encourage aussi un programme à long terme afin d'atteindre d'autres groupes de la société canadienne avec ce même message. «Monarchy Canada», publication bilingue de la Ligue Monarchiste du Canada, magazine



décoration d'une rue d'Ottawa pour la proclamation de la constitution canadienne révisée par la reine en avril 1982.

trimestriel, est un instrument majeur dans cette campagne. Il publie des nouvelles et opinions au sujet des affaires contemporaines, présente des articles analysant des questions historiques et cherche en général à développer une école de pensée monarchiste canadienne.

Il s'agit là des actions que nous appellerons «positives». Mais la ligue doit aussi répondre aux attaques lancées contre la monarchie par le gouvernement ou les politiciens, ou autres organisations hostiles à la Couronne. Des mesures défensives de cet ordre requièrent de la part de la Ligue d'agir à titre de groupe de «lobbying», pour arrêter les changements visant à extirper le concept du Souverain de la pensée consciente des Canadiens. De tels changements portent par exemple sur l'élimination du portrait de la Reine sur les timbres-poste et certaines monnaies, la disparition des armoiries royales du Canada lors des manifestations officielles, la suppression de l'hymne royal «Dieu garde la Reine/God save the Queen», l'abolition du caractère royal des Forces Armées Canadiennes et la réduction du rôle actif de la reine comme Souveraine du Canada.

La Ligue, qui est organisée en sections à travers tout le pays, tient aussi des réunions et rencontres sociales dans le but de promouvoir le rapprochement de ses différents membres. De plus, l'organisation au niveau local permet à la Ligue d'exercer des pressions aux niveaux municipal et provincial, là où c'est le plus efficace. Le secret du succès de la Ligue demeure cependant le fait que ses idéaux sont l'expression de la nature authentique du peuple canadien.

Pourquoi, pourrait-on se demander, la situation s'est-elle dégradée au point que l'existence d'une ligue monarchiste est deve-

nue une nécessité ? Quelles sont les forces à l'œuvre dans le pays qui sont déterminées à miner les prérogatives de la Couronne ? Afin de pouvoir répondre de façon adéquate à ces questions, il nous faut revenir en arrière pour étudier le cheminement de l'histoire canadienne.

Une des réalités fondamentales de cette histoire a été le désir toujours présent des Canadiens-Anglais et des Canadiens-Français de demeurer en contact avec les sources et influences de la culture européenne. Autant les Etats-Unis sont le rejet de l'Europe par le Nouveau-Monde, autant le Canada en est l'affirmation, et la monarchie l'expression la plus forte de cette affirmation.

Les gens qui ne voient pas dans le Canada une extension de l'Europe, mais qui croient que celui-ci devrait être absorbé par la marée américaine sont les amers détracteurs de la Monarchie. Ils n'attaquent cependant pas franchement la Couronne en essayant de prouver la supériorité d'un système républicain. Ils minent celle-ci insidieusement par l'allégation répétée que la monarchie est le maintien du colonialisme. Cette tactique leur est imposée par le fait que les Canadiens sont non seulement monarchistes par nature, mais aussi, comme tout le monde, sujets à la rhétorique des temps.

Pour une période de quatre cents ans, la seule forme de gouvernement qui a existé à l'intérieur de ce qui est aujourd'hui le Canada a été monarchique. Quand la souveraineté sur le Canada fut transférée de la Couronne française à la Couronne britannique en 1763, les Canadiens-Français perdirent leur Souverain, le Roi Louis XV, mais conservèrent la forme de société monarchique, de même que leur langue et leur religion. La majorité d'entre-eux, constatant cet état de choses fut bien vite réconciliée avec leur nou-



Étudiants utilisant le «centre de recherches monarchiques» de Toronto

veau Souverain, le Roi Georges III. Etienne Pasqual Tâché, le Québécois qui fut Premier ministre du Canada-Uni de 1856 à 1857 et de 1864 à 1865, disait de son peuple : « Nous sommes dans nos habitudes, par nos lois, par notre religion, monarchistes et conservateurs ». Il s'en suit donc que Elisabeth II, l'héritière de Louis XV en Amérique du Nord, arbore la fleur-de-lys dans ses armoiries pour le Canada.

Malgré le fait que le Roi Louis XIV éleva le Québec, une colonie pauvre, au rang de province royale en 1663, les écoliers québécois de nos jours sont éduqués dans la notion que leurs rois ne firent rien pour eux. Il leur est enseigné que le colonialisme français était mauvais pour le Canada, pas aussi mauvais que le colonialisme britannique, mais quand même mauvais. Donc, ni le Parti Québécois (le présent gouvernement séparatiste du Québec), ni les fédéralistes républicains de la province ne représentent vraiment la culture française traditionnelle comme ils veulent le laisser croire couramment. Ils préconisent plutôt la tradition républicaine séculariste de la France révolutionnaire que le Canada français a cependant toujours rejetée.

Le Canada anglais, pour sa part, fut façonné par l'idéal loyaliste. Les loyalistes étaient ces colons américains, au nombre d'environ cent mille, qui refusèrent d'accepter l'idéologie républicaine et s'enfuirent au nord à la fin de la révolution américaine pour établir la partie principale de ce qui est présentement le Canada anglais. Ils étaient un groupe de gens hétérogènes représentant diverses ethnies et alliés indiens - cimentés ensemble par leur fidélité commune à la Couronne et par la croyance dans la gouverne de la loi.

Par conséquent, la Canada français et le Canada anglais, bien que de cultures différentes, de langues et de religions différentes, partageaient une fidélité à la monarchie et ce fut le lien commun dont le Canada actuel tira son origine. Du fait que la monarchie n'est plus « à la mode » dans notre monde moderne et que les monarchistes, indépendamment de leurs opinions sur d'autres sujets, sont perçus comme étant des réactionnaires et des sentimentaux, les fondateurs du Canada sont maintenant taxés de « non-progressistes ». La pensée républicaine au Canada de nos jours cherche à compléter la révolution américaine en étendant ses influences à la partie du continent nord-américain qui leur a jusqu'à présent résisté. Cette américanisme déguisé en nationalisme canadien pour « briser les chaînes du colonialisme britannique » devint, lors des an-

nées 1960 et 1970, l'arme de prédilection utilisée pour attaquer la Couronne. C'était un nationalisme intolérant, lequel rejetait le concept flexible d'allégeance personnelle à un souverain en faveur des vues rigides de l'idéologie républicaine.

Cette situation fut correctement analysée par plusieurs Canadiens-Français comme une menace de leur identité propre. Malheureusement, leur réaction fut de faire appel au même genre de nationalisme, avec la province de Québec pour nation et la société de la France républicaine comme modèle. En défendant leur identité de cette manière, en fait, ils renonçaient à cette identité même et à la Couronne qui fut toujours sa sauvegarde.

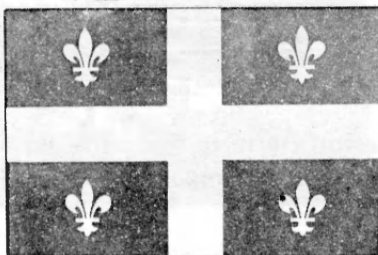


photo officielle de la reine du Canada (remarquer la robe de style « canadien-indien »)

Les monarchistes de France, et du monde d'expression française devraient donc éviter de tomber dans le piège de voir le mouvement séparatiste du Québec comme essentiellement une lutte pour la culture française. Loin de brimer cette culture, la monarchie au Canada l'a toujours encouragée. Et le Canada français ne pourrait pas plus se défendre seul dans le climat hostile d'une Amérique du Nord dominée par les États-Unis que ne le pourrait un Canada anglais séparé. Ceci est la leçon de l'histoire. Un Québec républicain, de plus, rendrait la tâche des royalistes cherchant à instaurer un retour à la monarchie en France encore plus difficile en répandant la philosophie et les institutions républicaines dans une autre partie du monde.

Durant les deux dernières décades, les républicains du Canada, incluant, aussi paradoxalement que cela puisse paraître, les ministres de la Couronne, se contentèrent d'attaquer les symboles de la monarchie. Ils justifiaient leurs actions face au public comme étant des manifestations de solidarité canadienne qui n'étaient pas incompatibles avec la monarchie elle-même. De fait, bien entendu, ils minaient de façon

consciente et persistante la monarchie avec comme but ultime son abolition totale. Leurs tactiques se montrèrent très efficaces, à tel point qu'en 1978, ils se sentirent prêts à lancer une attaque de front contre les diverses institutions de la monarchie. Ceci prit la forme d'un amendement constitutionnel introduit au Parlement par le gouvernement canadien et connu sous le nom de Bill C-60.



Si cet amendement était accepté, cela permettrait de faire disparaître la Reine de la constitution interne du Canada, ceci étant la duplication d'une mesure prise dans un autre pays membre du Commonwealth, l'Irlande, qui en 1936 fit le même geste avant de devenir une république. La reine n'aurait plus été membre du Parlement et son droit de regard prérogatif aurait été entièrement aboli. Le Conseil privé de la Reine pour le Canada aurait été éliminé et le Gouverneur-Général, qui est le représentant personnel de la reine et qui est mandaté pour exercer ses pouvoirs, aurait été délégué chef d'État avec ses propres pouvoirs.

Mais les républicains avaient mal jugé l'attitude du peuple canadien. Cette attaque de front fut reconnue pour ce qu'elle était. Les dix provinces, incluant le Québec, et le peuple du Canada fut outragé et demanda que le Bill C-60 soit retiré. La Ligue Monarchiste du Canada était l'une des plus actives organisations dans cette campagne. Le gouvernement fut abasourdi par la réaction et fut forcé de laisser tomber l'amendement constitutionnel.

En 1980, le gouvernement canadien introduisit un autre bill,

cette fois pour « rapatrier » l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique. Bien que n'étant pas aussi clairement explicite que le Bill C-60, cette proposition était grosse de menace pour la monarchie. Les provinces, une fois de plus, s'opposèrent à la tentative et, finalement, une fois de plus, le gouvernement retira ses propositions anti-monarchiques.

Ce qui fut finalement proclamé par la Reine Elisabeth II à Ottawa, le 17 avril 1982, fut l'Historique Constitution canadienne et une Charte des droits. Cette constitution stipule que « le gouvernement exécutif et l'autorité du et sur le Canada est par la présente maintenue et investie dans la Reine ». La monarchie est donc demeurée complètement intacte et, maintenant, pour l'acceptation de futures modifications touchant à la forme monarchique, il est nécessaire d'obtenir le consentement unanime du Parlement national et des provinces. C'est la victoire du concept traditionnel de la souveraineté de la Reine au Parlement : la constitution continue de combiner la monarchie « par la grâce de Dieu » avec les processus démocratiques. En dépit du tumulte et des pressions d'une époque troublée, le



Canada demeure fidèle à sa vocation de porteur de l'étendard de la monarchie dans le Nouveau Monde.

Garry TOFFOLI
Arthur BOUSFIELD
(éditeur-associé et
éditeur de
« Monarchy-Canada »)

demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et les brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom

Prénom

Année de naissance Profession ou études

Adresse

.....

.....

désire recevoir **sans engagement de ma part** une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à :
« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS.

un monde obscur



Depuis le 8 décembre dernier Gaston Defferre rencontre les organisations syndicales de la police afin de préparer des «réformes générales» dans ce service public.

Des réformes sont en effet vraiment nécessaires... «Le Dossier P... comme police» établi par Alain Hamon et Jean Charles Marchand (1) le rappelle avec de très nombreux exemples à l'appui. «Depuis 1976 des secteurs entiers de la criminalité ont été abandonnés. La petite délinquance n'est plus traitée depuis longtemps. 80% des délits mineurs ne sont même plus poursuivis par les Parquets. Le peu de prévention entrepris a depuis longtemps fait l'objet d'un classement sans suite, faute d'hommes, de moyens et de volonté politiques. Les gardiens de la paix n'interpellaient plus les auteurs de fautes vénielles même si elles peuvent déboucher sur des drames. Les officiers de police donnent à peine suite aux enquêtes de moindre importance. Souvent, ils n'établissent même plus de procédure, mais inscrivent de longues séries d'affaires sur des «mains courantes» qui servent à peine à établir des statistiques».

Le bilan semblerait forcé si le sérieux de l'enquête menée à tous les niveaux de la hiérarchie policière n'était pas manifeste. Quand on se souvient que depuis Marcel Lin en passant par les Poniatowski, Bonnet ou Franceschi la «Sécurité des Français» a été le leit-motiv de nos responsables politiques on comprend qu'il y a une faille dans le système.

Les auteurs font bien ressortir que la question des effectifs «insuffisants» est un faux problème et analysent les différentes causes de cette inefficacité et de cette gabegie de moyens : «tâches indues» de fonctionnaires affectés à des emplois sans rapport avec la sécurité, concurrence entre services pouvant déboucher sur la fameuse «guerre des polices», incompétence de l'encadrement, paranoïa des plus hauts dirigeants

voire des ministres, rien n'est laissé dans l'ombre.

Mauvaise protectrice, la police se fait, de plus, menaçante pour la liberté et la sécurité des citoyens ordinaires quand elle méprise les formes légales, décide de pallier elle-même «l'inefficacité» de la magistrature, organise un fichage systématique et stupide de la population... De cet état d'esprit découle les fameuses «bavures» rarement, voire jamais, réellement sanctionnées.

Une grande partie du livre est consacrée aux multiples rapports existant entre police et politique. Cela nous vaut des histoires fabuleuses comme l'affaire de la villa de Francis Bouygues en Bretagne dont le plasticage fut téléguidé du ministère de l'intérieur pour discréditer le F.L.B....!!! Ou un rappel édifiant des erreurs de commandement qui coûtèrent la vie à l'inspecteur Capella lors d'une prise d'otages par un palestinien à l'ambassade d'Irak à Paris. Cela était déjà en partie connu. En revanche, inédite est l'information selon laquelle le 20 mai 1978, les 2 gardiens de C.R.S. abattus lors de la prise d'otages à Orly par des Palestiniens ne l'ont pas été par des balles terroristes, mais par celles «des policiers privés de la compagnie El Al». Ce qui étonne le plus c'est le silence qui a entouré cette dernière affaire. La police est décidément un monde obscur d'où les informations ne sortent que difficilement. Il faut saluer l'effort des 2 journalistes (2) qui ont tenté de faire le point avec un maximum de précision.

Frédéric AIMARD

(1) P... comme Police - Alain Moreau, 418 pages - 97 F franco.

(2) A. Hamon travaille à RTL et au «Nouvel Observateur» - J.-C. Marchand à R.M.C. et à «V.S.D.»

la vendée en vitrine



Absente à la fin des années cinquante de la vitrine des librairies, la Vendée fait depuis 1978 une rentrée remarquée. Dans le domaine de la recherche savante comme dans celui de la vulgarisation et du réveil de la mémoire collective.

Sur le plan universitaire, les recherches entamées à la fin des années 1970 commencent à être publiées. Reynold Séchet vient de faire l'histoire de la Chapelle-Basse-Mer sous la Révolution. Il a découvert que dans cette paroisse de Loire-Inférieure dont il est originaire plus de 35% des bâtiments avaient été détruits. Etendant son étude à l'ensemble de la zone de résistance il trouve des chiffres, certes fort variables d'un secteur à l'autre, mais parfaitement significatifs : les destructions républicaines ont été massives. La méthode quantitative confirme la mémoire collective. Par ailleurs on redécouvre que bien d'autres régions ont également résisté. Le Toulousain, par exemple, et même le Berry où règne actuellement le fameux Laignel, probable émule de Carrier.

Les historiens modernes remettent en évidence le rôle des sociétés de pensée dans le déclenchement de la Révolution. Au grand dam estival d'Max Gallo. Des recherches universitaires sont entreprises pour déterminer le rôle des loges, et particulièrement celle du duc d'Orléans, dans la vague des Grandes Peurs qui précéda 1789. Si la thèse du complot clérico-nobiliaire est pratiquement abandonnée pour expliquer le soulèvement vendéen, en revanche il apparaît de plus en plus que le déclenchement de la Révolution ne fut pas si spontané que nous l'enseignaient les manuels scolaires.

Le réveil de la mémoire collective participe, quant à lui, au mouvement contemporain de recherche de ses racines. En Vendée, où la mémoire était restée vive, cela prend une vaste dimension. Tout y concourt : la politique avec la décentralisation contre l'omnipotence de l'Etat, la culture

avec la «cinescénie» du Puy-du-Fou - qui ne se limite pas de beaucoup à la guerre des Géants - la religion avec la prochaine béatification par le Pape de 99 des 3000 martyrs d'Avrillé près d'Angers.

La «Petite histoire de la guerre de Vendée» qui vient de paraître aux éditions de Chiré, en Poitou, dans la collection où était déjà sortie une «Petite histoire de France» du même auteur, participe à ce mouvement. Événementielle, chronologique puisqu'elle s'adresse d'abord aux enfants de 10 à 12 ans, elle reprend une bonne partie des travaux du chanoine Billaud («Lutte de Géant», Bonne Presse). Cette petite histoire fait aussi la place aux recherches récentes sur les causes de la résistance, sur les dissensions entre les chefs, sur la composition de la Grande Armée Catholique et Royale comme sur l'origine de ses adversaires. Elle envisage la guerre du côté vendéen mais n'en cache pas pour autant l'assassinat de Marigny ou la mort de Joly, ce premier «montagnard blanc» anti-curé, anti-noble et d'abord royaliste. Les illustrations nombreuses à chaque page sont un des charmes de ce volume. Elles nous révèlent des aspects inattendus de l'armée vendéenne comme le joueur de «veuze» (sorte de biniou) ou «le saut à la ninque par les gars de Charette» qui leur permettait de franchir les marais. On peut regretter que le livre soit un peu épais pour une «petite histoire», mais ne s'agit-il pas d'une histoire de Géants ?!

Jean-Marie BREGAINT

Reynold Séchet - Histoire de la Chapelle-Basse-Mer sous la Révolution - Henri Servien - Petite histoire des guerres de Vendée. illustrée par R. Follet. Editions de Chiré. Prix franco : 165 F.

adhérer

Notre campagne d'adhésion s'achève. Nous redonnons ici le texte de la «Déclaration fondamentale» que tout adhérent doit signer. Si vous en approuvez les termes, n'hésitez pas à nous demander un formulaire d'adhésion.

Le combat de la NAR est un combat pour l'homme. L'homme dans son irréductible personnalité, dans sa liberté et dans son mystère. L'homme citoyen, vivant dans des communautés qui l'enracinent, le protègent de la barbarie et permettent son épanouissement. L'homme aujourd'hui aliéné dans les dogmes politiques, écrasé par les systèmes de production et de consommation et qui recherche les moyens de sa délivrance.

Parce qu'elle combat pour l'homme multidimensionnel, la NAR pratique le refus méthodique des systèmes économiques et politiques qui ont ruiné la liberté de l'homme en prétendant faire son bonheur. Aussi la NAR considère-t-elle la politique comme le **souci de la communauté humaine** toute entière, et non comme un champ d'expérimentation idéologique ou comme instrument d'une volonté de puissance, d'un intérêt particulier ou d'une classe sociale.

Parce qu'elle combat pour l'homme libre, la NAR ne saurait se satisfaire de ce qu'on nomme aujourd'hui en France démocratie, puisque le jeu de l'argent, la confiscation du débat politique par les partis et les manipulations de l'opinion donnent à cette démocratie un caractère purement formel. La NAR souhaite donc une **représentation réelle** des intérêts particuliers, des communautés régionales et professionnelles, des familles politiques et intellectuelles, en même temps qu'une large participation des Français à la vie de la nation.

Parce qu'elle combat pour l'épanouissement de la personne, la NAR refuse le capitalisme libéral ou étatique et la société industrielle qu'il a fait naître. Contre la finance anonyme et le capitalisme multinational, contre la domination de l'argent, la NAR s'affirme **révolutionnaire** puisque une rupture avec le désordre établi est le seul moyen d'en finir avec les féodalités industrielles et financières, et de lutter contre les injustices et les misères que suscite le système actuel.

Parce qu'elle combat pour une société de citoyens libres, la NAR entend résister aux systèmes totalitaires - qu'ils soient issus des doctrines marxistes, fascistes et racistes, ou qu'il s'agisse du totalitarisme insidieusement créé par les structures, les méthodes et les objectifs de la société industrielle. Face à cette société qui réduit l'homme à ses seules fonctions de production et de consommation, qui manipule ses désirs et prétend diriger sa pensée, face à un système acharné à détruire les communautés humaines, la NAR affirme la nécessité de l'enracinement, de la **souveraineté nationale** et d'un Etat minimum fédérant les collectivités et les intérêts. C'est pourquoi :

— Face au déracinement et à la solitude de l'homme moderne, la NAR veut la naissance, la renaissance ou le renforcement et la liberté de gestion de toutes les **communautés** - familiales, syndicales, spirituelles, régionales, communales - qui le protègent, le libèrent et permettent son épanouissement.

— Face aux tentatives de désintégration de la nation - qu'il s'agisse des abandons de souveraineté ou de l'action des sociétés multinationales - la NAR affirme le caractère essentiel de la **communauté française**. Refusant à la fois l'idolâtrie de la nation, l'uniformisation jacobine et les attitudes de renoncement, la NAR conçoit la nation française comme le cadre d'une réciprocité de service, comme la fédération des peuples de France, comme une médiation nécessaire pour accéder à l'universel. La NAR affirme la nécessité pour la France de préserver son **indépendance** culturelle, économique et militaire et de mettre en œuvre un **projet diplomatique** lui permettant de résister aux Empires et de pratiquer une politique de coopération internationale conçue non comme un moyen de domination mais comme une contribution à la liberté et à la civilisation.

Le royalisme de la NAR est la conséquence de ce combat pour l'homme et pour ses communautés :

— la monarchie c'est l'**indépendance** d'un pouvoir qui se situe spontanément en dehors du jeu des partis, des classes et des intérêts,

— la monarchie, c'est donc l'arbitrage possible, la condition première de la justice et de la liberté,

— la monarchie, c'est la **continuité** à travers les générations d'un projet politique au service de la France et des Français,

— la monarchie, c'est l'**unité** de la nation dans le respect de ses diversités et de ses libertés, c'est l'**alternance** des familles politiques et des classes sociales, c'est le **recours** contre la guerre civile que la France n'a cessé de vivre depuis deux siècles.

— la monarchie, c'est le moyen pour la France d'accomplir une indispensable **révolution**. Une révolution antitotalitaire qui délivrera l'Etat de ses pesanteurs bureaucratiques, technocratiques et centralisatrices, libérera la nation des impérialismes et permettra aux Français d'imaginer une nouvelle citoyenneté et de construire une autre société.

L'engagement de la NAR dans les luttes politiques est l'expression de ses soucis et de ses espérances. Rejetant la démagogie et le cynisme politiques, la NAR se situe en dehors de la droite et de la gauche. Mais elle participe pleinement aux débats politiques et aux combats pour la justice et la liberté, afin de porter le témoignage royaliste dans tous les domaines et sur tous les terrains. Refusant de considérer la guerre civile comme un moyen, elle a pour objectif de créer dans l'opinion un **état d'esprit royaliste** et de **préparer le recours au comte de Paris**, sans que le Prince soit jamais engagé par l'action des royalistes puisque la monarchie n'est pas un parti mais le bien possible de tous les Français.

JURA - A la suite de la réunion de Dole du 3 décembre, un groupe est en voie de constitution dans le Jura. Les lecteurs de la région qui désireraient être tenus au courant de ses activités sont priés de le signaler en écrivant au journal.

PAYS DE LOIRE - Lecteurs et sympathisants sont invités à prendre contact en écrivant à N.A.R. Xavier Perrodeau - B.P.253 - 49002 Angers cedex.

pensez à nos étrennes

Comme je l'écrivais il y a quinze jours, notre souscription marche **beaucoup trop au ralenti** ce qui n'est pas sans nous inquiéter. Nous savons bien qu'en cette fin d'année, les charges sont lourdes pour chacun, mais une participation, même minime, de tous à cette souscription est absolument indispensable pour que nous puissions tenir nos engagements.

N'oubliez pas la N.A.R. dans vos cadeaux de fin d'année ...

Y.A.

Dons à l'ordre de ROYALISTE C.C.P. 18 104 06 N Paris, en précisant «pour la souscription».

2ème liste de souscripteurs

Ano. Bruxelles 190 F- A.Vaugren-
te 49 F- F.Gerlotto 200 F- G.Du-
puy 100 F- P.J.Durbise 100 F- A.
Fincato 100 F- D.Reitsch 35 F-
René Girard 250 F- L.Veyrenc
22 F- F.Hiss 150 F- P.Limousi
150 F- C.Sahuc 10 F- P.Billaud
30 F- G.Vergnolle 100 F- Mlle La-
cour 100 F- M.Bovani 50 F-
N.Bardout 100 F- G.Genini 100F
J.G. 55F- B.Lesage 55 F- Ano.Poi-
tiers 100 F- B.Mothon 50 F- L.de
Bentzman 150 F- D.Desrouffet
35 F- P.Vimeux 25 F- G.Lingier
115 F- Y.Moreau 100 F- R.de
Geouffre de la Pradelle 55 F- Ano.
Bordeaux 20 F- C.Dravigney 75 F-
O. Prades 50 F- D. Joucla 80 F-
G. Martinez 55 F- F.G. 100 F- J.A.
Pommier 100 F- A. Flamand
1000 F- Mlle Duba 40 F- R.Hos-
tache 160 F- C.Boissin 20 F- M.
Paris 100 F- Mme Auboyneau
100 F- Ph.Clavel 30 F- Desquines-
Aliguières 240 F- S.bianchi 100F.

Total de cette liste : 4846 F
Total précédent : 12 929 F
Total général : 17 775 F

royaliste ♦

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 297.42.57.
CCP Royaliste 18 104 06 N Paris

Changement d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais.

Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal.

Directeur de la publication : Y. Aumont
imprimé en France - Diffusion NMPP
N° de commission paritaire 51700.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (45 F), 6 mois (85 F), un an (145 F), de soutien (300 F)*
(* Encadrez la formule de votre choix)

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

d'athènes à varsovie

« Il faut faire l'Europe ». Combien de fois avons-nous entendu cet impératif, catégoriquement asséné... Faire l'Europe pour assurer la prospérité. Faire l'Europe pour surmonter la crise. Faire l'Europe pour résoudre nos « problèmes », pour dépasser nos « égoïsmes » nationaux, pour en finir avec les nations « dépassées ». Construction ! Communauté ! Supranationalité !

Depuis quelques années le discours a changé et le sommet d'Athènes n'a été que le douloureux constat d'un échec visible depuis longtemps, d'une crise jamais surmontée, tandis que se précise un déclin qu'aucun volontarisme ne peut enrayer. Il ne s'agit pas de se réjouir ou de se lamenter, mais d'admettre enfin que la question de l'Europe a été mal posée. Dès lors, les solutions ne pouvaient être qu'approximatives, la « construction » fragile, la « communauté » incertaine et la « supranationalité » mythique.

QUATRE ERREURS

— La première erreur, celle des « fondateurs », a été de croire que l'Europe annulerait et dépasserait les réalités nationales, alors que l'identité européenne n'existe que par les nations qui la composent. Tel est le fait majeur que le général de Gaulle n'a cessé de rappeler et d'inscrire dans sa politique européenne qui avait alors sens, consistance et utilité.

— La seconde, de concevoir l'Europe d'abord comme une « communauté économique » alors que les deux mots sont déjà difficilement conciliables dans le cadre plus restreint d'une nation. L'activité économique suscite la rivalité pour le partage des bien qu'elle produit, la concurrence sur les marchés qu'elle crée. Elle engendre une guerre incessante lorsque son idéologie est libérale, et les échanges non complémentaires.

— La troisième, de penser que l'Europe affirmerait spontanément son autonomie à l'égard des Etats-Unis, en dépit de sa dépendance politique et militaire, et sans prendre le soin de se protéger sérieusement contre la concurrence des produits américains.

— La quatrième, que le sommet d'Athènes a durement soulignée, a été de faire entrer la Grande-Bretagne dans le Marché commun, malgré les leçons de

« C'est par la musique symphonique de sa totalité que l'Europe est un être, un vivant, une vraie personne, et qu'on n'a pas le droit de prononcer son nom et prétendre l'incarner si le rideau de fer n'est pas la nouvelle ligne bleue des Vosges ».

Maurice Clavel

l'histoire, malgré les liens solides qui la relie au Commonwealth et aux Etats-Unis.

Les conséquences ne se sont pas fait attendre. Le Marché commun s'est constitué sur des compromis nationaux, parfois positifs, puis de plus en plus boiteux au fur et à mesure que les difficultés s'accumulaient. Des règlements toujours plus compliqués ont tenté, en vain, de traduire une réalité qui échappait, nécessairement, aux plans bureaucratiques. Le viol de la « préférence communautaire » a été allègrement pratiqué, tandis que la C.E.E. se plaçait toujours plus nettement dans l'orbite américaine. Dans le domaine politique enfin, l'élection de la première Assemblée européenne donna lieu à des débats médiocres, simples prétextes aux règlements de compte entre les partis. Pire encore. Cette Europe qui devait faire régner la paix et l'amitié entre les peuples, et les souder face aux empires, a vu renaître des réactions xénophobes, un protectionnisme bête et, sous couvert de pacifisme, des attitudes de pure et simple démission.

LA NATION, L'UNIVERSEL

Encore une fois, nous ne saurions nous en féliciter. Le nationalisme entendu comme fermeture et haine de l'autre, n'est pas, n'a jamais été (1) dans la tradition des royalistes. Après tout, c'est la Révolution qui a inventé l'idéologie patriotique, la guerre totale et, dans un dernier spasme, un impérialisme étranger à notre vocation. La monarchie permettait une appartenance plus spontanée et plus tranquille à une nation qui n'était pas divinisée. Celle-ci s'inscrivait - non sans conflits, mais limités - dans une communauté plus vaste et plus solide que l'Europe d'aujourd'hui. Dire cela n'est pas céder à la nostalgie. L'Europe est « faite » depuis des siècles. Romaine, chrétienne,

culturelle, elle n'a cessé d'exister malgré ses déchirements et sans renoncer à ses particularités nationales.

Le jeu absurde des concepts oppose la nation et l'Europe, la nationalité et l'universalité. L'histoire, l'art, et l'expérience commune disent au contraire leur cohérence. Que Lech Walesa - enfin honoré à Stockholm - soit profondément polonais ne l'empêche pas d'être catholique, c'est-à-dire universel. Ce ne sont pas les sentiments nationaux qui menacent aujourd'hui l'Europe, mais l'oubli de sa culture (2), mais l'uniformisation de ses manières de pensée, de vivre et de créer. Les intellectuels ont beau jeu de dénoncer la logique « fasciste » de la différence et de célébrer le cosmopolitisme : ni leurs intérêts ni leurs passions ne sont menacés puisque l'Europe de l'esprit survivra toujours dans quelques cénacles et dans la contemplation du passé. Pour les peuples c'est autre chose. Non seulement la modernité les prive de leurs appartenances, mais elle leur interdit de participer à la création, jamais purement matérielle, des objets, des paysages, des villes - de la beauté sans laquelle l'Europe ne sera plus. Les mystiques de pacotille, les fantasmes archaïsants, les pulsions racistes ne sont rien d'autres que des réactions dangereuses et folles à cette dépossession.

Telle est la crise de l'Europe, qui serait plus mortelle que toutes ses guerres s'il n'existait, au-delà d'une prétendue « communauté économique », des peuples qui résistent au nihilisme. Après 1968, Maurice Clavel disait que la capitale de l'Europe était Prague. Mais l'Europe en a toujours connu plusieurs et il ne me reprocherait pas d'en situer une autre à Varsovie.

Bertrand RENOUVIN

(1) ... même Maurras, qui regrettait l'Europe médiévale et appelait de ses vœux « l'internationale des nations »
(2) Nous la retrouvons, vivante, dans l'admirable livre de M. Alain Michel : « La Parole et la Beauté » (Les Belles Lettres).